

Bernard Wicht: «Notre système est en train de mourir»

PAR MOHAMMAD FARROKH

Le dernier ouvrage du professeur à l'Université de Lausanne confirme et amplifie une pensée profondément originale. Et pessimiste.

BERNARD WICHT EST privat-docent à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Ses premiers ouvrages incluent *L'OTAN attaque* (1999), *Guerre et hégémonie* (2002), *Une nouvelle guerre de Trente Ans? Réflexion et hypothèse sur la crise actuelle* (2012). Il publie aujourd'hui *Europe Mad Max demain? Retour à la défense citoyenne*. Rencontre.

Dans votre dernier livre, vous développez une vision assez pessimiste de l'avenir immédiat de l'Europe...

La toile de fond est une vision du temps long historique. En ce sens, nous vivons, du point de vue de la stratégie, une mutation ontologique et culturelle. Il y a d'abord une nouvelle dynamique des conflits basée sur le processus de fusion des Etats et de fission des sociétés, c'est particulièrement le cas en Europe. Un autre élément de cette mutation est la fin de la démocratie, dès lors que le budget des Etats européens est approuvé par la commission. Cela contrevient à un vieux principe: pas d'impôt sans représentation. Car la citoyenneté n'est pas tombée du ciel mais résulte d'un marchandage: les individus sont devenus citoyens en échange de leurs prestations militaires. Au moment où les armées nationales disparaissent, la démocratie est là aussi privée d'un pilier essentiel. Dans *Après la démocratie*, Emmanuel Todd émet lui aussi l'hypothèse de la fin du suffrage universel.

Comment voyez-vous la suite des événements?

On est à un tournant macro-historique. Mais, comme souvent dans ce type de



Bernard Wicht: «L'UE va sans doute survivre, mais peut-être vidée de sa substance.»

moment, la «reconnaissance précède la connaissance». Or il faut commencer par «reconnaître» que nous sommes dans un système en train de mourir: la fin du long cycle historique de l'Etat-nation et de ses institutions. On assiste notamment à l'apparition d'un nouveau type d'organisation politico-militaire, avec l'émergence des groupes armés qui sont les nouvelles «machines de guerre» du XXI^e siècle et qui ont souvent au niveau international une puissance supérieure à bien des Etats, pensons à l'Hezbollah. L'élément positif de toute l'évolution actuelle est sans doute la révolution numérique et, avec elle, l'avènement de la société de l'information. Cette dernière, contrairement à l'ère industrielle, redonne sa prééminence à l'individu, comme le suggère le terme anglais empowerment.

Concrètement, est-ce que l'UE

va disparaître ou certains Etats s'effondrer?

L'UE va sans doute survivre pour la génération à venir, mais peut-être vidée de sa substance. Quant aux Etats, certains sont déjà en faillite. Voilà pour ce qui est probable, mais on n'est pas à l'abri d'un changement susceptible de s'opérer en quelques heures ou quelques jours (complexité = fragilité = instabilité = imprévisibilité). De mon point de vue, l'UE devrait se maintenir, mais il faut prendre la mesure des changements en cours: je pense ici à la transformation de la façade sud de la Méditerranée en train de devenir une vaste Somalie, source d'instabilité macrostratégique.

Vous comparez la situation actuelle au V^e siècle et à la chute de l'Empire romain. N'est-ce pas un peu fort?

Il y a beaucoup de similitudes, à commencer par la crispation fiscale: les classes moyennes romaines n'arrivaient plus à payer l'impôt et préféraient se réfugier à la campagne auprès des propriétaires terriens dont elles devenaient les clients. Maintenant, la chute ne sera pas aussi radicale, car dans l'Empire romain la dimension économique était très réduite. C'est pourquoi je porte tant d'attention à la société de l'information:

il suffira bientôt d'un téléphone portable et d'une imprimante 3D pour être entrepreneur.

Que peut-on faire face à cette évolution?

Il faut une «reconnaissance»: on ne peut avoir liberté et

sécurité en même temps, comme l'indique la multiplication des interdictions et le grand retour de l'hygiénisme depuis une décennie. Face à ces évolutions liberticides, les gens ont tendance à voter «avec les pieds»: ils l'ont fait en 1998, après la fusion entre la SBS et l'ancienne UBS en transférant massivement leurs modestes avoirs vers les banques Raiffeisen et les banques cantonales. Ils le font encore aujourd'hui en achetant des armes lorsqu'il est question d'interdire le fusil à domicile. Cela correspond à un réflexe quasi instinctif de sagesse populaire. ■

«NOUS VIVONS UNE MUTATION ONTOLOGIQUE ET CULTURELLE, DONT L'UN DES ÉLÉMENTS EST LA FIN DE LA DÉMOCRATIE»